

United Nations



Nations Unies

United Nations Integrated Peacebuilding
Office
in the Central African Republic

BINUCA

Bureau Intégré des Nations Unies pour la
Consolidation de la Paix en République
Centrafricaine

Verbatim de la conférence de presse du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine et chef du Bureau Intégré des Nations Unies pour la Consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA), le Général Babacar Gaye

Jeudi 26 décembre 2013



Le général Babacar Gaye :

Mesdames et messieurs les journalistes,

Comme j'ai l'habitude de vous le dire, bara ala koue (bonjour à tous) !

Je voudrais commencer par vous dire, avec un jour de retard, nzoni matanga (bonne fête du nouvel an).

Je sais que c'est un Noël de souffrance que nous avons tous passé ici ensemble. Mais il faut que, tous, nous contribuions à en faire un Noël d'espérance.

Avant de revenir sur ces deux thèmes, notamment lors de vos questions, je voudrais vous rappeler que le 05 décembre est également le jour où a été adoptée la Résolution 2127 qui autorise le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) pour une période initiale de 12 mois.

Avec un mandat qui comporte plusieurs aspects -protéger les civiles et rétablir l'ordre public, stabiliser le pays et restaurer l'autorité de l'Etat, créer les conditions propices à la fourniture de l'aide humanitaire- c'est le lieu de porter à votre connaissance que les Nations Unies sont mobilisées pour améliorer l'assistance humanitaire à apporter aux populations, notamment avec le renforcement des personnels des Agences. A la tête de cette action humanitaire on vient de placer M. Abdou Dieng qui est un cadre extrêmement expérimenté et qui vient pour coordonner cette action humanitaire. La Misca a également le mandat de soutenir les efforts de désarmement et de réforme de l'armée. Le BINUCA a en charge la coordination de ces efforts, et, à cet égard, sachez que deux commissions ont été mises en place, co-présidées par le Premier ministre et par la communauté internationale. L'une sur le DDR et l'autre sur la réforme de l'armée.

La même Résolution 2127 autorise les forces françaises en RCA à prendre toutes mesures nécessaires, temporairement et dans la limite de leurs capacités, pour appuyer la Misca.

Voici le contexte dans lequel la communauté internationale intervient aujourd'hui pour stabiliser la situation. Cette stabilisation se heurte à plusieurs obstacles, celui qui me semble le premier étant la violence actuelle qui sévit à Bangui. Le Secrétaire général des Nations Unies a dépêché la semaine dernière en République centrafricaine trois Secrétaires généraux adjoints des Nations Unies, à la fois pour exprimer son attention et son soutien aux populations centrafricaines, mais également pour évaluer la situation et, je le pense, mettre tous les acteurs devant leurs responsabilités.

Aujourd'hui, je lance un appel pour que cesse la violence. Cet appel s'adresse aux autorités de la transition pour qu'elles réitèrent leurs appels au calme et qu'elles maintiennent les Séléka dans leurs lieux de regroupement. Cet appel s'adresse aussi à tous ceux qui dans Bangui et à

l'intérieur du pays menacent et tuent simplement parce que la violence a pris le dessus sur la raison. Dans ce contexte, les Nations Unies sont disposées à user de leurs bons offices ; nous sommes disposés à recevoir, dans le strict respect des dispositions de la Résolution 2127, toutes doléances, tout cahier de charge dont la discussion pourra calmer tous ceux qui aujourd'hui, dans Bangui et à l'intérieur du pays, je le répète, menacent et tuent parce que la violence a pris le dessus sur la raison.

Je lance à tous un appel solennel pour que cette violence cesse dans Bangui et à l'intérieur du pays.

Je me tiens à votre disposition pour vos questions.

Questions / Réponses

Radio Ndeke Luka: Monsieur le Représentant spécial, on s'est rendu compte que sur le terrain il y a une incompréhension entre les éléments de la Misca car d'aucuns disent que les éléments tchadiens n'arrivent pas à coordonner les actions avec les Congolais et les autres. Ces éléments tchadiens font aussi preuve d'indiscipline. Etes-vous êtes en mesure, en ce moment, de recevoir, le plus urgemment possible, les responsables des anti-balaka qui sont dans la capitale, y compris des ex-Séléka qui sortent la nuit, envoyés par leurs chefs, pour commettre des exactions et tuer ?

Babacar Gaye : En ce qui concerne votre première question, il va de soi que les responsables de la Misca sont mieux placées que moi pour répondre à cette question qui est relative à la coordination entre les différents contingents de la force. Je pense que, là aussi, il ne faut pas que des incidents mineurs amènent à mettre le ver dans le fruit de la cohésion d'une force internationale. Les chefs de la Misca ont pris la mesure de l'impact de cet incident mineur, et ce que je sais, c'est que les forces tchadiennes comme les forces burundaises ont rapidement pris la mesure de l'importance de leur travail ici et des difficultés que rencontrent les populations, et c'est sur ça qu'actuellement elles se concentrent. Cela ne va pas faire sans problème. Concernant le contingent tchadien, il faut en convenir, il n'est pas très rassurant pour des contingents internationaux de se déplacer dans la ville et de voir, tout à coup, qu'il y a une hostilité vis-à-vis d'eux. S'agissant de la cohésion interne de la Misca, je le répète, il ne

faut pas qu'un incident provenant d'une incompréhension nous amène à douter de la cohésion de cette force.

S'agissant du deuxième volet de votre question, il est essentiel, dans la situation actuelle, que la violence cesse. S'il faut, pour que cette violence cesse, que des responsables se présentent au grand jour, eh bien, qu'ils le fassent rapidement. Que l'on sache pourquoi cette violence tend à se propager dans Bangui et qu'elle prend des proportions qu'on peut aujourd'hui qualifier d'extrêmement grave.

Radio Centrafrique : A l'heure actuelle, la population souffre sérieusement. La Misca et le BINUCA ne pourraient-ils pas mener une enquête pour savoir ce dont souffre la population. Nous sommes des journalistes locaux et nous entendons ce qui se dit et, sincèrement, le contingent tchadien a un comportement que la population rejette, et c'est cela qui pose problème. Selon ce que nous entendons, certains anti-balaka disent que tant que le contingent tchadien continue à sortir, ils continueront les attaques. Les anti-balaka n'étant pas des forces qui peuvent s'accaparer du pouvoir mais peuvent nuire. Alors, ma question est de savoir si le BINUCA et la Misca ne peuvent-ils pas mener une investigation auprès de la population pour savoir ce que rejette réellement la population du comportement du contingent tchadien de la Misca.

BG : Je crois qu'il n'y a pas besoin de mener des enquêtes car il y a déjà eu, à travers les médias, plusieurs interventions et les populations ont donné leurs appréciations à plusieurs reprises concernant le contingent tchadien. Je crois que nous sommes dans une situation où il faut absolument raison garder. J'en profite pour dire que dans cette situation de crise grave, les médias qui éclairent les populations qui ont un rôle remarquable doivent être à la pointe du combat pour la vérité, du combat pour le respect des valeurs et ils ne doivent en aucun cas attiser une haine qui malheureusement se manifeste déjà trop. Il y a deux problèmes tout à fait différents. Tout à l'heure, on a parlé d'un problème de relation entre contingents au sein de la Misca, et je dis qu'il y a eu un incident mineur qu'on a voulu porter en épingle parce qu'effectivement, au sein de la population, en tout cas une certaine partie de la population a exprimé un ressentiment vis-à-vis du contingent tchadien. Je pense que ce problème n'est pas un problème du contingent tchadien, mais devient un problème de la Misca parce que le Tchad n'a pas un contingent autonome ; c'est un contingent au sein de la Misca. Je ne doute pas que le chef de la Misca va tenir compte de cela et prendre toutes les mesures adéquates, y compris l'amélioration de la communication, l'amélioration du comportement des Tchadiens

et des mesures de confiance vis-à-vis des populations. Tout cela, je pense, sera fait de telle sorte que des gens qui ont quitté leurs pays pour venir mettre en œuvre un mandat donné par le Conseil de sécurité ne soient malheureusement pas pris pour cibles par les populations.

ACAP : Monsieur le Représentant spécial, tout à l'heure vous aviez lancé un appel au cessez le feu ; si cet appel n'est pas entendu, avez-vous des mesures à prendre ?

BG : Notre appel est un appel à la raison. Nous tous qui vivons ici, à Bangui, observons une violence qui n'a pas de sens parce que nous sommes dans un cadre politique qui a été très bien défini et qui a été rappelé par la Résolution 2127. Nous voulons aller vers des élections libres, transparentes et démocratiques. Il faut saluer, à cet égard, la prestation de serment des membres de l'Autorité Nationale des Elections (ANE). C'est cela que le Conseil de sécurité a rappelé dans sa résolution. Donc cette violence n'a pas de sens politique. Les représailles qu'une communauté voudrait faire subir à une autre n'ont pas de sens car ce pays est un pays où des communautés ont cohabité et elles n'ont d'autres choix que de cohabiter. Il faut que cette violence cesse. Et il faut que l'on fasse appel à la raison pour arrêter cette violence. C'est pour cela que nous ne cesserons pas de lancer des appels et de mettre chacun devant ses responsabilités.

A cela s'ajoute le fait que nous avons aujourd'hui des forces qui sont déployées sur le terrain. Elles opèrent ensemble, Sangaris et Misca, depuis moins de 10 jours. Elles vont faire des efforts considérables pour mieux protéger les populations et pour mieux comprendre les dynamiques locales, mais tout cela ne portera ses fruits que si la violence cesse. On tue sans raison aujourd'hui à Bangui, et il faut que cela cesse. Cela ne peut cesser que si les gens se ressaisissent. Et c'est notre devoir de leur demander de se ressaisir.

News international : Monsieur le Représentant, on s'est rendu compte que les armes circulent de part et d'autre, et transitent par la province. Le système des Nations Unies aurait-il un plan pour tenir un discours fort à l'endroit de ceux qui commettent ces exactions pour qu'ils arrêtent. surtout que la situation à Bangui demeure préoccupante et qu'à l'intérieur du pays les armes pullulent. En somme, le pays est devenu un fourre-tout avec les FACA d'un côté et les anti-balaka et les Séléka de l'autre.

BG : La situation telle que vous venez de la décrire reflète bien la complexité dans laquelle nous sommes. Elle est complexe tout simplement parce que tous les repères ont été perdus.

C'est une violence à la fois aveugle et gratuite qui s'abat sur ces populations, qu'elles soient réfugiées dans des lieux de culte, dans des camps de déplacés ou qu'elles se déplacent sans arme. C'est dans ce sens que nous ne pouvons pas rester silencieux face à cela. Nous ne pouvons faire mieux que ce que nous avons fait et faisons actuellement qu'en déployant des forces qui vont progressivement et de mieux en mieux protéger les populations. Nous ne pouvons qu'accompagner ce déploiement d'actions en direction des leaders, et je salue ici ce que les leaders religieux ont fait. Sans doute, avec beaucoup de risque. Ils ont pu entraîner dans leurs sillages des jeunes qui commençaient une action. Il faut que dans tous les camps, les gens se ressaisissent. Que les hommes de bonne volonté élèvent leurs voix, que les notables parlent afin que cette violence cesse.

Ce ne sont pas les mains qu'il faut désarmer, ce sont les cœurs, et cela, il faut que l'on parle, il faut que la parole entre dans le cœur des hommes et qu'ils arrêtent.

Centrafrique international : Si la République centrafricaine n'arrive pas à respecter les Résolutions 2121 et 2127, notre pays ne sera-t-il pas sous embargo ?

BG : Vous savez que la Résolution 2127 prévoit, dans son régime de sanction, la mise sur pied d'un comité de sanction au niveau du Conseil de sécurité ainsi qu'un embargo sur les armes. Bien évidemment cet embargo concerne tous les groupes armés qui pourraient être tentés de se renforcer en armes.

Radio Centrafrique : Nous constatons souvent, et vous-même l'avez certainement noté, lorsque les résolutions des Nations Unies sortent, c'est comme si les Nations Unies oublie la presse. Comme si les Nations Unies ne prennent pas en compte le fait que la presse peut l'appuyer, et par conséquent l'intégrer, par exemple, dans les actions en faveur du désarmement. Par rapport à ce que vous venez de dire, y a-t-il une possibilité d'appuyer la presse locale dans ces genres de résolutions pour lui permettre de contribuer à mener ce genre de bataille ?

BG : Vous avez parfaitement raison ; dans des programmes de réconciliation comme dans des programmes de vulgarisation électorale, il y a toujours une part qui est faite pour soutenir la presse. Je crois que la presse d'ici en a, dans le passé, bénéficié et en bénéficiera. J'en prends bonne note. Vous savez combien les Nations Unies accordent de l'importance à la liberté de la presse. Une journée est d'ailleurs consacrée à cela parmi les journées internationales et nous ne manquerons pas, sans pour autant nous substituer à votre effort national qui est celui

qui garantit votre liberté, à vous apporter, autant que possible, un soutien qui est essentiel dans la situation actuelle.

I-télé : Depuis l'arrivée de la Mission Sangaris et de la Misca, nous constatons que des gens s'entretuent à tout moment. Est-ce que le BINUCA peut-il aider la Sangaris et la Misca, car on se rend compte qu'il leur manque une méthode de travail. Ils font seulement les tours dans la ville alors qu'il faut une base dans certains endroits comme Gobongo, PK12, et cette base permettra de dissuader les hommes armés face au regain de violence.

BG : Je puis vous assurer que la Misca comme Sangaris ont pris la pleine mesure de la situation dans la ville, et je crois savoir qu'elles vont très rapidement adapter leurs dispositifs au besoin de protection des populations. Mais cette situation n'interpelle pas seulement la Misca et Sangaris. Elle interpelle d'abord l'ensemble des populations centrafricaines. Nous ne pouvons pas mettre un soldat à côté de chaque personne menacée. Nous ne pouvons qu'assurer la sécurité par quartier et par arrondissement. Il n'y a pas de solutions durables autres qu'un retour à la raison. La violence actuelle, je le répète, n'a aucun sens. Elle ne produit aucun effet politique. Elle ne produit qu'une déstructuration de la société, des lignes de fracture, une détérioration de l'outil économique ; elle est malheur pour ce pays, elle doit s'arrêter. Et cela n'est ni l'affaire de la Misca, ni de Sangaris, mais de ceux qui ont des machettes, ceux qui ont des armes, qui tuent la nuit. C'est à eux que s'adresse ce discours, ils doivent arrêter. Qu'ils présentent leurs doléances, nous, Nations Unies, nous jouerons notre rôle de bons offices pour aider à calmer la situation. Le préalable est que ça doit arrêter parce que c'est inacceptable !

AITV: Jusqu'à présent les leaders des ant-balaka ne se sont pas présentés et n'ont pas présenté leurs doléances. Si cette situation perdure, quelle serait la mesure que le BINUCA ou l'opinion internationale va prendre ?

BG : la force de la Misca comme la force Sangaris ont déjà l'intention d'adapter leurs dispositifs pour assurer une meilleure protection des populations. Je pense que cette protection des populations aura certainement pour effet de réduire les exactions, et en réduisant les exactions peut être donnera-t-elle à ceux qui les commettent un peu plus de temps pour réfléchir sur la validité de ce qu'ils sont en train de faire. Nous ne pouvons pas stabiliser un pays s'il n'y a pas une volonté au sein de la population. Il faut que cette volonté s'exprime parce que, je le répète, ce qui se fait actuellement n'a aucun sens et ne produit rien

que du mal. La Misca va compléter ses effectifs, multiplier ses opérations dans la ville de Bangui, protéger des populations et créer un cadre qui va permettre aux gens de se ressaisir.

Je vous remercie infiniment pour votre présence. S'il n'y a pas d'autres questions, je vous souhaite, en avance et à tous, une bonne année. Je ne sais pas où nous serons le 26 décembre de l'année prochaine, mais si je suis là, vous serez à nouveau les bienvenus, et je suis convaincu que d'ici là, nous nous retrouverons dans de meilleures situations.

Merci, et que Dieu vous garde tous !

FIN